

été séparé de la Couronne d'Espagne, & remis à S. M. I. & C., directement contre ce qui a été convenu par le Traité de Paix conclu à *Munster* en 1648. entre le Roi d'Espagne, de glorieuse mémoire, & cet Etat, dont pour lors le principal objet étoit, en conformité des instructions des Ministres Plénipotentiaires de V. H. P., (de la manière qu'elles avoient été données, selon les remarques qu'on en trouve dans les livres d'*Aitzema* sur l'année 1645., lesquelles accordent avec le rapport desdits Ministres Plénipotentiaires,) d'assurer avant toutes choses le Commerce & la Navigation de ladite Compagnie aux Indes Orientales, & de faire maintenir par l'Espagne, même, les Octrois que V. H. P. lui avoient accordés, & que chacune des Parties contractantes, sçavoir, tant les Castillans, que les Sujets de l'Etat devoient avoir les Limites ou Districts de leur Commerce, libres avec toutes les Villes, Forts, Loges & Forteresses qui y sont situées, sans qu'il seroit permis à l'un de négocier ou trafiquer dans le district de l'autre, & non-seulement dans les endroits dont la propriété leur appartenoit, mais aussi point dans ceux, qui n'étant point possédez par aucun d'eux en propre, & demeurans leurs Maîtres, pouvoient accorder le Commerce aux autres Nations; lequel dernier point du tems de la négociation, fut bien regardé par l'Espagne, comme une chose irraisonnable, selon qu'on peut voir par le rapport de Mr. Meynderswyk. inseré dans celui des Négociations de la Paix de *Munster* en date du 7. Fevrier 1647., puisque les Ministres d'Espagne alleguerent pour lors, qu'il n'étoit pas raisonnable de vouloir empêcher au Roi dans le *Brezil* & dans les Indes-Orientales, de faire des progrès sur les Portugais ses rebelles, ou d'étendre sa domination dans
d'autres